

L'action et les solutions climatiques équitables en matière de genre ont un besoin urgent de votre soutien

Les femmes, les filles, les personnes trans, intersexes et non binaires des communautés locales et autochtones sont en première ligne dans la lutte pour la justice climatique et environnementale contre les fausses solutions climatiques. Il est temps de financer les solutions climatiques transformatrices mises en œuvre par les femmes, les filles, les personnes intersexes, non binaires et trans, puis de mettre un terme aux investissements dans de fausses solutions climatiques. Engagez-vous à soutenir les droits de l'homme et à investir dans le leadership des femmes pour des solutions climatiques équitables en matière de genre !

Mars 2024

Les mouvements féministes sont le moteur de l'action climatique. Ils apportent des perspectives critiques et développent des initiatives pour faire avancer la justice climatique aux niveaux local, national, régional et international. Alors que les gouvernements et les acteurs philanthropiques redoublent d'ambition en matière de financement climatique, le rôle des organisations locales de défense des droits des femmes dans l'action climatique est de plus en plus reconnu, notamment en ce qui concerne l'adaptation et l'atténuation, ainsi que dans la lutte contre les causes profondes de la crise. Malgré cela, les organisations dirigées par des femmes, des filles, des personnes transgenres et intersexes manquent encore cruellement de fonds.

En dépit de l'engagement explicite des pays développés à atteindre l'objectif de 100 milliards de dollars américains par an d'ici 2020 pour l'action climatique dans les pays en développement, l'infrastructure mondiale actuelle de financement climatique non seulement n'a pas tenu ses promesses, mais est un système inaccessible et injuste, qui exacerbe les inégalités sociales et régionales préexistantes. Seuls 10% du financement climatique traçable provenant des fonds climatiques internationaux est affecté à des activités locales, puis seulement 20% du financement climatique va aux pays les moins avancés et environ 3% aux petits États insulaires en développement. En outre, le financement climatique a toujours été destiné à provenir de nouvelles sources et à s'ajouter à l'aide publique au développement (APD), mais à ce jour, le financement de la lutte contre le changement climatique est en grande partie une réaffectation (et souvent un changement de marque) de l'APD existante.

Par ailleurs, les flux financiers publics et privés consacrés au climat n'apportent qu'un soutien limité et inflexible aux mouvements féministes qui ont fait preuve de leadership et ont entrepris des actions pour s'attaquer aux causes profondes des crises environnementale et climatique. Seuls 2,4 % de l'ensemble de l'aide au développement dans le domaine du climat sont consacrés à l'égalité des sexes en tant qu'objectif « principal » et seuls 0,22 % de l'ensemble de l'APD pour le changement climatique et l'égalité des sexes sont alloués aux organisations de défense des droits des femmes. Dans le cas du financement philanthropique, sur le montant total des dons philanthropiques estimés être alloués aux questions liées au climat, seuls 3% soutiennent directement le militantisme environnemental des femmes.

La majorité du financement climatique (soit 57 %) est distribuée sous forme de prêts plutôt que de subventions, renforçant ainsi les inégalités régionales et les héritages coloniaux en augmentant le poids de la dette sur des pays déjà affectés de manière disproportionnée par le changement climatique.

Les Principes de l'adaptation au niveau local, approuvés par plus de 70 institutions, encouragent les acteurs du climat à financer des « solutions et avantages spécifiques au contexte, cohérents, agiles et rentables ». De plus, ils soulignent que l'engagement des groupes historiquement exclus permet de mettre en place des mesures d'adaptation plus efficaces. Dans le cadre de l'Accord de Paris lui-même, les Parties sont encouragées à suivre une approche de l'adaptation qui tienne compte de la dimension de genre, en accordant une attention particulière aux groupes, communautés et écosystèmes vulnérables, notamment aux peuples autochtones et aux systèmes de connaissances locaux. (Locally Led Adaption : from principles to practice, World Resources Institute, juin 2022)

La bonne nouvelle est que l'infrastructure pour financer ces acteurs existe.

Les fonds pour les femmes et les fonds pour la justice environnementale du monde canalisent déjà les ressources vers les mouvements féministes qui mettent en œuvre une action climatique solide, transformatrice et durable à l'échelle mondiale.

Ancrés dans les mouvements féministes qu'ils servent, les fonds pour les femmes et les fonds pour la justice environnementale sont conscients de l'écosystème plus large du financement pour les femmes et veillent à ce que les organisations travaillant sur différentes questions et dans différents contextes disposent de ressources suffisantes et soient en mesure d'accéder au financement nécessaire pour mener à bien leur travail. En fournissant un financement de base, flexible, prévisible et à long terme, les fonds pour les femmes et les fonds pour la justice environnementale sont idéalement placés pour soutenir ce travail multisectoriel.

NOUS DEVONS AGIR



- Réorienter les ressources loin des fausses solutions climatiques qui violent les droits de l'homme et rediriger les investissements vers des solutions climatiques équitables en matière de genre, ainsi que renforcer la cohérence politique au sein des gouvernements et des bailleurs de fonds philanthropiques entre les divisions chargées du genre et du climat.
- Les gouvernements doivent atteindre, au minimum, les objectifs existants en matière de financement de la lutte contre le changement climatique, de développement durable et d'égalité de genre, puis veiller à ce que le financement climatique vienne s'ajouter aux budgets d'APD.
- Les gouvernements doivent porter à 88 % la proportion de l'APD liée au climat qui dessert des objectifs d'égalité de genre, en veillant notamment à ce que 15 % de ce financement ait pour objectif principal l'égalité de genre.
- Il est temps de protéger les femmes défenseurs des droits de l'homme dans le domaine de l'environnement contre la violence structurelle.

we women
are water

we women are water

La campagne annuelle « Nous Femmes Sommes l'Eau » met en lumière les solutions climatiques équitables en matière de genre du réseau GAGGA et cherche à promouvoir des pratiques énergétiques équitables et durables au niveau communautaire, des systèmes de production durables, régénératifs et circulaires tels que l'agroécologie, puis de demander des comptes aux institutions internationales, aux entreprises, aux gouvernements et aux investisseurs impliqués dans des projets ou des politiques préjudiciables. **Les solutions climatiques équitables en matière de genre**, représente un concept qui décrit les approches basées sur les droits, ascendantes et centrées sur les personnes qui placent la justice de genre et la démocratie au centre de l'action climatique et cherchent par conséquent à s'attaquer aux causes profondes de l'injustice climatique et à assurer le bien-être et la protection des communautés et des leaders qui maintiennent les mouvements en vie.

Ces initiatives transformatrices ont besoin de soutien et de ressources, tandis que les fausses solutions climatiques, la privatisation des ressources en eau, la pollution des industries extractives et les violations des droits de l'homme doivent cesser immédiatement, et que les femmes défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement doivent être protégées.

Soyez les témoins du pouvoir de transformation des communautés dirigées par des femmes autochtones, qui luttent pour la justice climatique et environnementale. **Racontée par des femmes issues des communautés touchées, la campagne « Nous Femmes Sommes l'Eau 2024 » présente une série de vidéos visant à sensibiliser à l'action des femmes dans le monde pour la justice climatique et environnementale.**

[Regardez les vidéos](#)



BRESIL

Depuis 2007, la rivière Tatuoca, vitale pour la communauté Quilombola d'Ilha de Mercês à Ipojuca, dans le nord-est du Brésil, est gravement touchée par un barrage construit par le complexe industrialo-portuaire SUAPE. Ce barrage, qui devait être temporaire pour permettre l'accès au chantier naval, a radicalement perturbé l'écosystème de la rivière, dévastant les mangroves et les moyens de subsistance de la communauté. Cette situation, qui touche principalement les femmes qui dépendent de ces mangroves pour leur pêche de subsistance, incarne le racisme environnemental (une communauté marginalisée et historiquement opprimée subit le plus gros des dommages écologiques). La réponse résiliente de la communauté s'est traduite par une mobilisation, une protestation publique et une action en justice, qui ont abouti à la réouverture partielle de la rivière, en août 2021. Toutefois, leur combat se poursuit, exigeant une restauration complète et une reddition de comptes, dans le cadre d'une lutte plus large pour la justice environnementale, raciale et de genre.

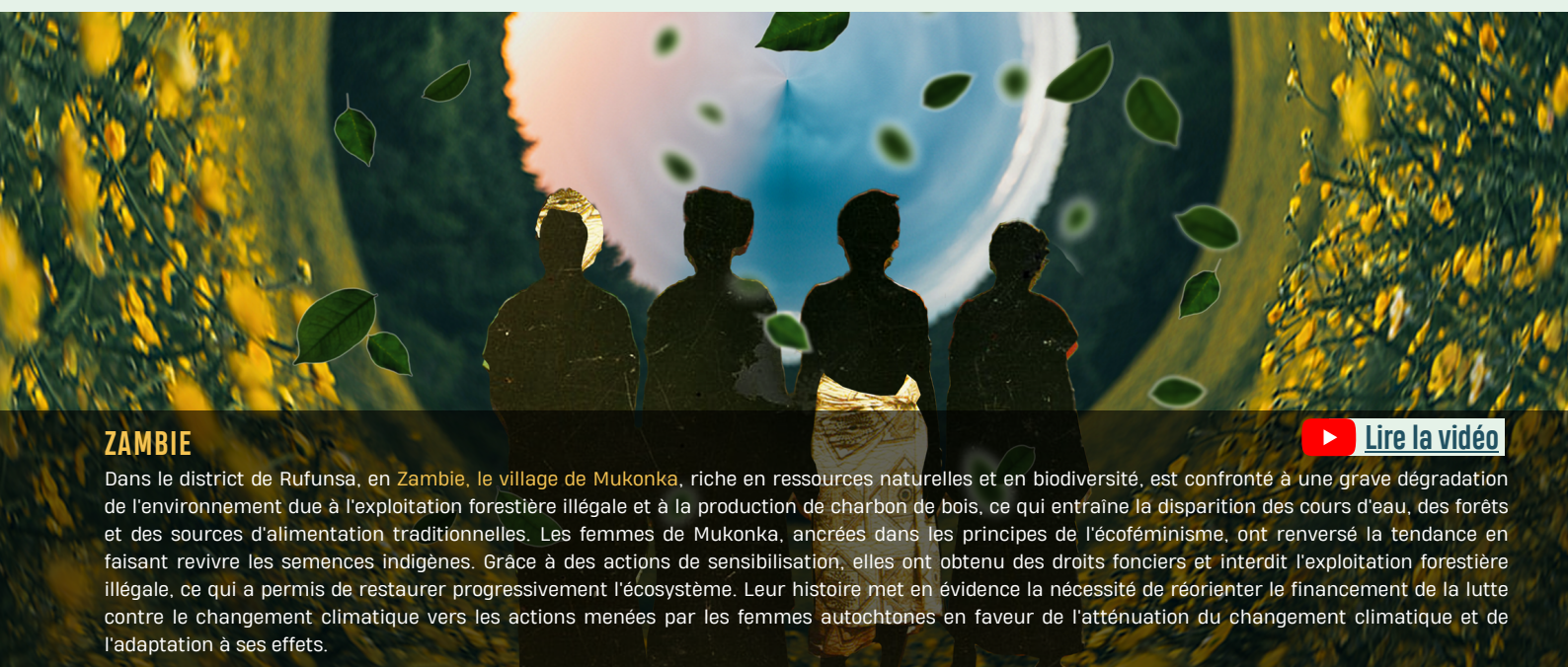
[Lire la vidéo](#)



INDE

Dans la réserve indienne de tigres de Panna, la communauté Gond Adivasi du village d'Umravan est confrontée à une situation désastreuse. Déplacés au nom de la protection des animaux sauvages, ces peuples autochtones luttent pour conserver leur mode de vie traditionnel. Un groupe de femmes résilientes a toutefois relevé le défi. Elles sont à l'origine d'un mouvement visant à cultiver des jardins potagers, qui apportent non seulement une sécurité alimentaire et un soutien indispensable aux patients atteints de tuberculose et de silicose, mais représentent également une solution climatique durable et équitable en matière de genre. Leur histoire est un appel à l'action en faveur de la reconnaissance et du financement de vraies solutions climatiques équitables en matière de genre et dirigées par les communautés.

[Lire la vidéo](#)



ZAMBIE

Dans le district de Rufunsa, en Zambie, le village de Mukonka, riche en ressources naturelles et en biodiversité, est confronté à une grave dégradation de l'environnement due à l'exploitation forestière illégale et à la production de charbon de bois, ce qui entraîne la disparition des cours d'eau, des forêts et des sources d'alimentation traditionnelles. Les femmes de Mukonka, ancrées dans les principes de l'écoféminisme, ont renversé la tendance en faisant revivre les semences indigènes. Grâce à des actions de sensibilisation, elles ont obtenu des droits fonciers et interdit l'exploitation forestière illégale, ce qui a permis de restaurer progressivement l'écosystème. Leur histoire met en évidence la nécessité de réorienter le financement de la lutte contre le changement climatique vers les actions menées par les femmes autochtones en faveur de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets.

[Lire la vidéo](#)

A propos de la GAGGA

Lancée en 2016, Global Alliance for Green and Gender Action (GAGGA) mobilise la puissance collective des mouvements de défense des droits des femmes, de l'environnement et de la justice climatique dans le monde entier. La vision de GAGGA est celle d'un monde où les droits des femmes à l'eau, à la sécurité alimentaire et à un environnement propre, sain et sûr, soient reconnus et respectés.



Aidez à faire passer le message. Partagez ces vidéos sur les réseaux sociaux. Partagez l'appel à l'action.



Pour en savoir plus, cliquez ici:
www.gaggaalliance.com



@GAGGA_Alliance
#WeWomenAreWater



Contactez à l'adresse suivante:
n.grutter@fondocentroamericano.org